

DIGITALISATION ET E-COMMERCE

Dans une économie en pleine transformation digitale, les règles du jeu ont changé : les différents secteurs d'activité sont confrontés à un bouleversement des *business model* existants. C'est l'occasion de se réinventer, de repenser les organisations en profondeur et surtout d'innover. Pour répondre aux nouveaux enjeux, en tant que cabinet d'avocats *full-service*, les équipes de Gide combinent expertise juridique, pragmatisme et disponibilité au service des acteurs engagés dans un processus de digitalisation ou dans une activité e-commerce.

Un cabinet multi-compétences

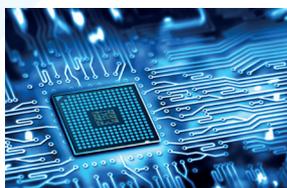
Fort de son expérience, Gide conseille une clientèle d'entreprises de premier plan comme de plus petits acteurs intervenant dans des secteurs économiques variés, tels que les services financiers, les assurances, les transports, les télécommunications, la distribution, le secteur du luxe, l'énergie, les médias ou encore l'e-santé.

Notre offre Digitalisation / E-commerce s'appuie sur les compétences multidisciplinaires du cabinet, ainsi que sur son implantation internationale. Les exigences croissantes en matière de transformation digitale au sein des entreprises nécessitent de maîtriser de nombreux champs de compétences juridiques comme la protection des données, la maîtrise des nouvelles technologies, le droit commercial international, le droit des sociétés mais aussi le droit fiscal et le droit social. Notre équipe transversale est à même de vous conseiller en matière de :

- Nouvelles technologies
- Protection des données
- E-santé
- Concurrence, consommation & commerce international
- Droit bancaire
- Droit des assurances
- Droit fiscal
- Fusions-Acquisitions / Droit des sociétés
- Droit social
- Opérations et financements immobiliers

Nouvelles technologies

- Mise en place de "parcours client" fluides en ligne respectueux des contraintes juridiques relatives à l'e-commerce
- Rédaction de conditions générales d'utilisation et de vente de sites internet
- Mise en place d'un processus de signature électronique dans le cadre de l'octroi d'un financement en ligne
- Etudes multi-pays permettant la construction d'un site internet déployé de façon homogène dans plusieurs juridictions européennes
- Etude relative à la mise en place d'un partenariat entre une banque et un fournisseur de service d'autopartage dans le cadre d'un processus d'achat ou de location de produits en ligne



ALGER
BRUXELLES
CASABLANCA
ISTANBUL
LE CAIRE
LONDRES
NEW YORK
PARIS
PÉKIN
SHANGHAI
TUNIS
VARSOVIE

- Etude relative à la mise en place d'une solution de "Master Data Management" en vue de construire une base de données unique enrichie
- Négociation avec un prestataire informatique proposant une solution de coffre-fort numérique dans le cadre de la mise en place d'un projet d'e-commerce, notamment en vue d'identifier des solutions permettant de diminuer le risque de fraudes
- E-réputation, défense de la réputation d'acteurs d'e-commerce mis en cause par des clients ou des concurrents sur les réseaux sociaux et/ou Internet, atteinte à la réputation, diffamation ou dénigrement, responsabilité des hébergeurs
- Référencement et publicité digitale, assistance des acteurs des opérateurs de sites de commerce en ligne dans la négociation et mise en place des conventions avec les agences de référencement et/ou de publicité digitale

Protection des données

- Assistance dans la conception d'un site internet en vue de respecter les contraintes du Règlement Général sur la Protection des Données et celles de la Loi pour une République Numérique
- Rédaction de politiques de confidentialité conformes aux traitements de données effectués dans le cadre de l'utilisation de sites Internet
- Rédaction de mentions de recueil de consentement des internautes, notamment dans un objectif de prospection commerciale
- Préparation des formalités à accomplir auprès des autorités de protection des données au regard des traitements de données à caractère personnel mis en place dans le cadre de la digitalisation des activités d'une banque

E-santé

- Assistance de développeurs de logiciels de santé (applications mobiles ou Internet) ou d'objets connectés dans la mise en place de leurs projets et l'appréhension des exigences juridiques transversales applicables
- Assistance dans l'analyse de la qualification du logiciel de santé de dispositif médical (DM) ou de dispositif médical de diagnostic *in vitro* (DMDIV) : vérification des finalités médicales du logiciel, de la qualification/classification de dispositif autonome ou accessoire à un autre DM et de l'importance de la clarté des revendications
- Assistance dans l'appréhension de la réglementation des DM : exigences en matière de mise sur le marché (conformité aux exigences essentielles, vérification de la performance et de la sécurité du DM, marquage CE, obligations de déclaration et de communication des produits mis sur le marché, etc.), conformité aux règles applicables en matière de publicité, mise en place d'un système de vigilance et d'un système de surveillance post mise sur le marché, etc.
- Assistance dans la mise en œuvre de plateformes "e-santé" au regard des exigences liées à l'exercice d'une activité de télémedecine (exigence d'une autorisation de l'ARS et d'une autorisation de la CNIL, respect des règles liées à l'exercice de la médecine, risques associés à la pratique illégale de la médecine, coordination avec les ordres compétents, architecture contractuelle)
- Analyse des exigences réglementaires en termes de communication et de publicité pour des produits de santé sur internet
- Analyse des risques liés à une défaillance éventuelle du logiciel / de l'objet connecté (responsabilité du fait des produits, responsabilité pénale, etc.)
- Analyse des règles de déontologie médicale applicables (respect des exigences légales et réglementaires, respect des bonnes pratiques, vérification notamment de la conformité des communications entre patients et professionnels de santé/industries de santé aux règles éthiques applicables, etc.)
- Analyse des règles applicables en matière de collecte et de traitement des données, notamment des données de santé, dans le cadre du déploiement de plateformes

Concurrence, consommation et commerce international

Antitrust

- Définition des marchés pertinents de l'économie digitale et la qualification éventuelle d'une position dominante sur ces marchés (ex. problématique des marchés bifaces, effet de réseau, innovation de rupture, substituabilité online / offline, etc.)
- Identification des pratiques d'entente et d'abus de position dominante liées à l'économie digitale : pratiques discriminatoires, déréférencement, refus de vente, exclusivité d'approvisionnement, clause de parité, exploitation de données, etc.

Droit de la consommation / Pratiques commerciales déloyales

- Définition, établissement et analyse de la compatibilité des conditions générales d'utilisation et conditions générales de vente au regard du droit de la consommation des différents modes de commercialisation en ligne et notamment pour les fabricants/fournisseurs, pour les acteurs de la distribution en ligne (sites marchands) et pour les outils de mise en avant (plateformes, référencement, outils de comparaison tarifaire)
- Assistance dans la définition et la mise en place des process de contractualisation digitale avec les consommateurs (règle du "double-click", délai de rétractation, formulaires de rétractation, information loyale, etc.)
- Assistance des acteurs de l'e-commerce dans la définition de leurs offres promotionnelles et leurs pratiques de recherche client (prix de référence, IP tracking, démarchage en ligne, etc.)
- Assistance de certains acteurs de l'e-commerce dans le cadre des procédures diligentes par la DGCCRF sur ces différents sujets

Distribution

- Assistance des acteurs du numérique dans l'accès aux réseaux de distribution des grandes marques sélectives (accès des *pure players* aux marques, recours aux places de marché, référencement sur les outils de comparaison tarifaire, etc.)
- Assistance des acteurs de l'industrie dans le développement et l'adaptation de leurs accords de distribution avec des acteurs de l'e-commerce (sites marchands, places de marché, etc.)

Economie collaborative

- Assistance d'acteurs de l'économie traditionnelle et de l'économie collaborative dans l'appréhension des cadres réglementaires susceptibles de devoir s'appliquer aux nouveaux modes de consommation propres au phénomène de l'économie collaborative (location de meublés touristiques, transport de personnes, etc.)

Droit bancaire

- Adaptation de la commercialisation de produits bancaires et financiers consécutivement à des schémas de vente *online*
- Analyse des conséquences de la digitalisation sur les réseaux bancaires (banque en ligne)
- Analyse des conséquences de la digitalisation sur les réseaux de distribution actuels (IOBSP)
- Analyse des contraintes réglementaires au regard des dispositions du Code monétaire et financier notamment

Droit des assurances

- Adaptation des produits d'assurance consécutivement à des schémas de vente *online*
- Analyse des conséquences de la digitalisation sur les réseaux de distribution actuels : fin des conseillers physiques
- Mise en place de schémas de distribution de produits d'assurance par voie digitale
- Analyse des contraintes réglementaires notamment au regard des dispositions du Code des assurances
- Analyse de l'adaptation des garanties d'assurance consécutivement aux évolutions des entreprises en matière de digitalisation

Droit fiscal

- Analyse des règles fiscales applicables dans le cadre d'un projet de vente en ligne de services financiers et de produits d'assurance dans plusieurs pays
- Analyse des conséquences fiscales engendrées par la distribution en ligne de produits



Exemples d'intervention

Weight Watchers

Assistance pour l'ensemble de ses activités de ventes de service en ligne et d'e-commerce en France.

Cdiscount

Conseil dans la préparation et négociation d'un contrat de prestation de développement de sites marchands, la mise en place et la définition des conditions générales de sa place de marché et le développement de ses activités de site marchand dans plusieurs pays d'Afrique.

Spartoo

Assistance dans la refonte des conditions juridiques de sa marketplace accessible depuis plusieurs pays européens.

PriceMinister et ses actionnaires

Conseil sur la cession de PriceMinister à Rakuten, leader du commerce en ligne au Japon.

Vestiaire Collective

Conseil dans le cadre de l'investissement de Eurazeo, Condé Nast, Idinvest Partners, Balderton Capital, Ventech Capital (33 M€) et de Vitruvian Partners, Eurazeo, Idinvest (58 M€) dans son capital.

Grande banque française

Assistance pour la mise en place d'un site internet proposant des crédits affectés.

Leader du prêt-à-porter

Etudes multi-pays permettant ainsi la construction d'un site internet déployé de façon homogène dans plusieurs juridictions européennes.

...

Une liste plus complète de nos références est disponible



Fusions-Acquisitions / Droit des sociétés

- Accompagnement des acteurs du numérique et de l'e-commerce dans le cadre de leurs opérations de levée de fonds, de croissance externe, de partenariat capitalistique et de restructuration juridique
 - Rédaction et négociation de la documentation contractuelle (protocole d'investissement, contrat de cession d'actions, pacte d'actionnaires...) et statutaire
 - Mise en œuvre des opérations sur le capital (augmentations de capital, émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières complexes, opérations de fusion, d'apport ou de scission...)
 - Mise en place de plans d'intéressement au capital au bénéfice des dirigeants et salariés
- Conseil d'investisseurs financiers de référence intervenant dans ce domaine (fonds de capital-risque ou de capital-développement, fonds de capital-investissement d'entreprise...) dans le cadre d'opérations de même nature
- Accompagnement des acteurs de la grande distribution, de la finance et plus généralement de l'économie traditionnelle dans le cadre de leurs projets de développement par voie de croissance externe ou d'investissement capitalistique dans le secteur du numérique, de l'e-commerce et des fintechs
- Assistance des acteurs de l'économie traditionnelle ou numérique sur l'évolution de l'environnement juridique applicable aux sociétés, aux titres financiers qu'elles émettent et à leurs modalités de financement : financement participatif (crowdfunding), dématérialisation des assemblées, enregistrement et transmission de titres au moyen de dispositifs d'enregistrement électronique partagé (distributed ledger)... Le cabinet participe notamment aux travaux de la commission Blockchain de Paris Europlace

Droit social

- Analyse des conséquences de la digitalisation sur l'organisation du travail, en particulier sur le temps de travail
- Mise en place d'accords de télétravail
- Négociation d'accords collectifs ou élaboration de chartes mettant en œuvre le droit à la déconnexion consacré par la loi "El Khomri" du 8 août 2016
- Analyse des conséquences de la digitalisation sur les frontières entre salariat et non-salariat

Opérations et financements immobiliers

- Mise en place de stratégies de modification des formats des réseaux de distribution : réductions de taille des actifs, sous-location, cessions de portefeuilles d'actifs, *sale & lease back*
- Accompagnement dans le développement de nouveaux actifs immobiliers nécessaires aux stratégies de digitalisation : data centres, entrepôts logistiques
- Mise au point de solutions permettant l'exploitation de pépinières de start-up en sous-location totale ou partielle, contrats de services, sociétés communes
- Promotion immobilière sur des projets de *smart buildings*
- Mise au point d'accords de création de *smart cities*

COORDONNATEURS

RICHARD GHUELDRE
tél. +33 (0)1 40 75 22 55
ghueldre@gide.com

THIERRY DOR
tél. +33 (0)1 40 75 29 46
dor@gide.com